

Zeitschrift: bulletin.ch / Electrosuisse

Herausgeber: Electrosuisse

Band: 107 (2016)

Heft: 10

Rubrik: VSE/AES

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Knapp vorbei oder mittendrin?



Michael Frank,
Direktor des VSE

«Das Internet ist nur ein Hype.» Diese Prognose hat 1993 nicht etwa ein radikaler Technik-Verweigerer gemacht. Microsoft-Gründer Bill Gates soll sie seinem Team an den Kopf geschmettert haben. Schliesslich gäbe es wichtigere Dinge zu tun. Heute können wir über die krasse Fehlprognose lachen. Immerhin nutzen gut 40% aller Menschen das Netz aller Netze. 1995, zwei Jahre nach Bill Gates' Aussage, war es erst 1%. Vor diesem Hintergrund erscheint die Aussage des Multimilliardärs schon viel weniger kurzsichtig. Der Mann hatte Prioritäten zu setzen – und das tat er äusserst gut, wie der spätere Erfolg von Microsoft zeigte. Prioritäten setzen muss auch die Energiebranche, während ihr der wirtschaftliche Gegenwind mit eisiger Kälte ins Gesicht bläst. Die Informations- und Kommunikationstechnologie (ICT) zu ignorieren, kann sich heute aber niemand mehr leisten. Viele Versorger mögen die digitale Revolution als Bedrohung ihres Geschäftsmodells empfinden. Tatsächlich müssen sich die

Unternehmen in etlichen Bereichen «neu erfinden». Das macht Angst. Doch wo grosse Risiken sind, sind auch grosse Chancen. Und sie erstrecken sich über die gesamte Wertschöpfungskette – bis hin zum Zusammenwachsen der Energienetze. Mehr Umsatz durch Kundenbindung ist nur eine dieser Chancen. Mit Hilfe von Smart Metern lernen Energieversorger etwa die genauen Erzeugungs- und Verbrauchsprofile ihrer Kunden kennen – und können so massgeschneiderte Produkte entwickeln. In Florida bietet ein Anbieter zum Beispiel Preisnachlässe an, wenn man ihm die Steuerung der Swimmingpool-Heizung überlässt. Zudem schliessen Versorger für dezentrale Anlagen Wartungsverträge ab, bei denen sie den Instandhaltungsservice durch Analyse der Anlagendaten verbessern. Klar ist: Diese neue Welt rückt den Kunden in den Mittelpunkt. Nur über eine gezielte Analyse des «Kundenwegs» («Customer Journey») kann die Transformation gelingen. Und dazu braucht es für einmal weder Smartphone noch Tablet. Es braucht vielmehr einen klaren Kopf, zwei wahre Augen und ein gutes Gehör.

Dans le mille, ou juste à côté ?

Michael Frank, Directeur de l'AES «Internet, ce n'est qu'un bluff.» Ce pronostic lancé en 1993 n'émanait pas d'un marginal radicalement opposé à la technique. Non, c'est Bill Gates, le fondateur de Microsoft, qui l'aurait balancé à la figure de son équipe. En fin de compte, il y aurait des choses plus importantes à faire. Aujourd'hui, on ne peut que rire de cette grossière erreur de prévision : après tout, plus de 40% de la population mondiale utilise cet incroyable réseau. En 1995, soit deux ans après la déclaration de Bill Gates, on ne comptait que 1% d'internautes. Dans ce contexte, la petite phrase du multimilliardaire semble avoir une portée plus visionnaire qu'on ne pourrait le croire : l'homme devait fixer des priorités... et en cela, il a plus que prouvé ses capacités, comme l'a démontré par la suite le succès de Microsoft. Fixer des priorités, c'est aussi ce que doit faire la branche énergétique, tandis qu'un vent économique contraire – d'un froid glacial – lui souffle au visage. Aujourd'hui, plus personne ne peut se permettre d'ignorer purement et simplement les technologies de l'information et de la communication (TIC). De nombreux fournisseurs ressentent la révolution numérique comme une menace pour leur modèle d'affaires. De fait, dans pas

mal de domaines, les entreprises doivent « se réinventer ». Et ça fait peur. Mais : à grands risques, grandes opportunités. Et celles-ci s'étendent bien sur toute la chaîne de création de valeur – jusqu'à la convergence des réseaux énergétiques. Générer davantage de chiffre d'affaires grâce à la fidélisation des clients n'est qu'une opportunité parmi d'autres. Avec l'aide des smart meters, les fournisseurs d'énergie apprennent par exemple à connaître les profils de production et de consommation exacts de leurs clients – et peuvent ainsi développer des produits sur mesure. En Floride, un prestataire propose par exemple des réductions lorsqu'on lui confie la gestion du chauffage de la piscine. En outre, les fournisseurs concluent des contrats de maintenance pour les installations décentralisées, ces contrats leur permettant d'améliorer le service d'entretien grâce à l'analyse des données de l'installation. Une chose est sûre : ce nouveau monde place les clients au premier plan. La transformation ne peut réussir qu'au moyen d'une analyse ciblée du « trajet du client » («customer journey»). Et pour une fois, nul besoin de smartphone ni de tablette : il faut surtout garder la tête froide et ouvrir grands les yeux et les oreilles.

Sortie du nucléaire: ne pas confondre vitesse et précipitation



Dominique Martin,
Responsable Affaires publiques de l'AES

Vous soutenez une sortie programmée de l'énergie nucléaire? Alors vous voterez à coup sûr contre l'initiative Sortir du nucléaire des Verts le 27 novembre 2016. La décision de principe sur la sortie du nucléaire en tant que telle est en effet déjà prise depuis longtemps: l'opinion politique majoritaire exclut jusqu'à nouvel avis un remplacement des centrales nucléaires existantes – sans compter qu'un projet de nouvelle construction relèverait de l'utopie rien qu'au vu de la réalité économique.

Le 27 novembre prochain, en revanche, il s'agira de répondre à la question du « comment? ». Et là, il faut opposer un non franc et massif à l'initiative. Car, contrairement à ce que son titre – Initiative populaire fédérale « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire » – laisse croire, elle provoquerait exactement l'effet inverse si elle était acceptée: un arrêt immédiat et chaotique de trois de nos cinq centrales. On ne gagnerait rien à agir dans une telle précipitation. Pire, elle aurait des conséquences imprévisibles sur la sécurité d'approvisionnement et la sûreté des installations.

L'initiative dissimule en effet que l'arrêt d'une centrale nucléaire, sa post-exploitation sûre et son démantèlement

est une entreprise extrêmement complexe qui doit être planifiée bien à l'avance. En outre, le fait de fixer des limitations contraignantes de la durée d'exploitation remet en question le système éprouvé du rééquipement continu. C'est pourtant grâce à ce système que nos centrales sont parmi les plus sûres d'Europe selon le test de résistance de l'UE.

Le remplacement de la part d'énergie nucléaire dans l'approvisionnement suisse en électricité, qui se monte à 40%, demande, lui aussi, du temps. Le défi de se passer de l'énergie nucléaire est redoutable en particulier pour l'approvisionnement pendant le semestre d'hiver, car la production hydraulique y est par nature plus basse. Se hâter de déconnecter les centrales nucléaires à l'intérieur du pays et les remplacer par de l'importation (d'énergie issue de centrales à charbon et atomiques étrangères) reviendrait à jeter de la poudre aux yeux. Sans compter que la Suisse remettrait sa sécurité d'approvisionnement en mains étrangères et s'exposerait davantage à des risques d'ordre technique. En effet, comme l'a montré l'hiver 2015/2016, les capacités de réseau nécessaires à une stratégie d'importation manquent actuellement.

Donc, que vous soyez pour ou contre la sortie du nucléaire, il faut rejeter l'initiative.

Den Atomausstieg nicht überstürzen

Dominique Martin, Bereichsleiter Public Affairs des VSE
Unterstützen Sie einen geordneten Ausstieg aus der Atomenergie? Dann stimmen Sie am 27. November 2016 bestimmt auch gegen die Atomausstiegsinitiative der Grünen. Der Grundsatzentscheid über den Atomausstieg an sich ist nämlich längst gefällt: Die politische Mehrheitsmeinung schliesst einen Ersatz der bestehenden Kernkraftwerke bis auf Weiteres aus – ganz zu schweigen davon, dass ein Neubauprojekt allein angesichts der wirtschaftlichen Gegebenheiten utopisch wäre.

Zu beantworten ist am 27. November 2016 hingegen die Frage nach dem « Wie? ». Und diese muss mit einem klaren Nein zur Initiative beantwortet werden. Denn entgegen deren Titel – eidgenössische Volksinitiative « Für den geordneten Ausstieg aus der Atomenergie » – würde ihre Annahme genau das Gegenteil bewirken: eine chaotische Sofortabschaltung von drei unserer fünf Kernkraftwerke. Mit einem derart überstürzten Vorgehen wäre nichts gewonnen. Es hätte jedoch unabsehbare Folgen für die Versorgungssicherheit und die Sicherheit der Anlagen.

Die Initiative unterschlägt nämlich, dass die Abschaltung, der sichere Nachbetrieb und der Rückbau eines

Kernkraftwerks ein hochkomplexes Unterfangen ist, welches von langer Hand geplant werden will. Zudem stellt die Festlegung fixer Laufzeitbegrenzungen das bewährte System laufender Nachrüstungen in Frage – obwohl unsere Kernkraftwerke gemäss EU-Stresstest dank diesem System zu den sichersten in Europa gehören.

Auch der Ersatz des 40-Prozent-Anteils der Kernenergie an der Schweizer Stromversorgung braucht Zeit. Der Wegfall der Kernenergie ist besonders für die Versorgung im Winterhalbjahr herausfordernd, weil dann die Wasserkraftproduktion naturgemäß geringer ist. Im Inland die Atomkraftwerke überhastet vom Netz zu nehmen und sie kurzerhand durch Importe (aus ausländischen Kohle- und Atomkraftwerken) zu ersetzen, wäre Augenwischerei. Die Schweiz würde zudem ihre Versorgungssicherheit in fremde Hände geben und sich vermehrt technischen Risiken aussetzen. Denn wie der Winter 2015/2016 vor Augen geführt hat, fehlen derzeit die notwendigen Netzkapazitäten für eine Importstrategie.

Ob Sie also für oder gegen den Atomausstieg sind: Die Initiative gehört abgelehnt.

Tête-à-tête mit einem Zukunftsberuf

Energie- und Effizienzberater mit eidg. Diplom

Solarpanels auf dem Nachbarsdach, die Elektrotankstelle um die Ecke, die neue Wärmepumpe im Keller: Der Umbau des Energiesystems ist kein Plan in der Schublade – er findet hier und jetzt statt. «Energieeffizienz» wird dabei zum zentralen Begriff für mehr Wirtschaftlichkeit und Nachhaltigkeit. Der dazu passende Beruf heisst «Energie- und Effizienzberater». Ein Interview mit einem Absolventen der berufsbegleitenden Ausbildung – und seinem neuen Arbeitgeber.

Sandro Pfammatter

VSE: Herr Weber mit welchem beruflichen Hintergrund sind Sie an die Weiterbildung zum «Energie- und Effizienzberater» (EEB) herangegangen?

Patrick Weber: Nach meiner Grundausbildung zum Sanitärmonteur schloss ich den Haustechnikplaner Sanitär und den Haustechnikplaner Heizung ab. Danach arbeitete ich bei der kantonalen Energiefachstelle in Bern in einer interessanten Position, wo ich mich auch mit Politik, Minergie und dem GEAK auseinandersetzte. So gelangte ich in die Energiebranche. Mit diesem Wissen begann ich die EEB-Ausbildung. Noch während meiner Ausbildungszeit wechselte ich schliesslich zur Genossenschaft Elektra in Jegenstorf.

VSE: Herr Zimmermann, Sie sind Direktor der Genossenschaft Elektra, Jegenstorf. Warum beschäftigt die Genossenschaft Elektra einen EEB?

Andreas Zimmermann: Wir setzen die Energiestrategie 2050 des Bundes mit Überzeugung um – und ein wichtiges Element der ES2050 ist die Effizienz. Noch vor 10 bis 20 Jahren wurde diese als «Feigenblatt» bezeichnet. Salopp gesagt hiess es, die Branche schiesse sich damit nur selbst ins Knie. Doch die Effizienzberatung ist eine Dienstleistung mit einem klaren Wert – sie beschert dem Kunden ja eine messbare Geldersparnis. Vor einigen Jahren nahmen wir Photovoltaikanlagen in unser Produktpotfolio auf. Heute gehen bei uns Themen wie Steigerung des Eigenverbrauchs, Eigenverbrauchsgemeinschaften und Elektromobilität Hand in Hand. Elektra sieht sich

dabei als Schnittstelle zum Hausbesitzer – zudem können wir mit regionaler Nähe glänzen.

VSE: Was waren denn Ihre Erwartungen an die Ausbildung, Herr Weber?

Anfangs war ich sicher der Meinung, nach der Weiterbildung alles selber detailliert berechnen, planen und umsetzen zu können. In dieser Hinsicht musste ich umdenken, denn der EEB-Lehrgang bietet ja Generalistenwissen, welches meine vorhandene Spezialisierung ergänzt. Als EEB pflege ich heute eine Gesamtsicht auf die Energieeffizienz. So verstehe ich etwa die Energieflüsse in einem Gebäude oder bei Prozessen – und weiss, wie ich diese optimieren kann. Jemand mit einem Elektriker-Hintergrund wird weiter-

hin hauptsächlich bei elektrischen Anlagen kompetent sein, versteht als EEB jedoch dann auch Wärmeströme und haustechnische Anlagen wie Heizungen oder Lüftungen. Dank des breiten erworbenen Fachwissens ist meine Arbeit bei der Elektra heute äusserst vielseitig: Ich beschäftige mich konkret mit Themen wie Energieeffizienz im Gebäude, habe daneben aber auch mit Smart Grids, Batteriespeichern und Elektromobilität zu tun.

VSE: Und was versteht die Elektra konkret unter Energieberatung, Herr Zimmermann?

Im mittleren und kleineren Segment arbeiten wir im Privatkundengeschäft. Wir bedienen also viele bewohnte Liegenschaften – und ein bisschen Gewerbe. Unser EEB erstellt zum Beispiel ein neues Lüftungskonzept für eine Bäckerei – oder er entwickelt ein modernes Dämungs-, Heizungs- und Warmwasserkonzept für ein Clubhaus, mit einer Solarthermieanlage. Mit dem Trend hin zu dezentraler Produktion tauchen beim Kunden neue Unsicherheiten auf, welche wir mit gezielter Beratung beseitigen können. Diverse Entwicklungen kommen uns zugute: Elektroheizungen müssen in den nächsten paar Jahren ersetzt werden, Elektroboiler sind verboten, Gebäudeenergieausweise (GEAK Plus) werden ausgestellt werden.



Sandro Pfammatter im Gespräch mit Patrick Weber und seinem Chef Andreas Zimmermann.

VSE: Reicht nicht einfach handwerkliche Begabung, wenn ich mir ein Solarpanel aufs Dach schrauben will?

Mit der Montage ist es ja nicht gemacht – nötig sind vielmehr Anmeldungen, Baubewilligungen, der KEV-Antrag und so weiter. Unser EEB bietet dem Kunden ein «Rundum-Sorglospaket». Er kennt auch die nötigen Materialien und die besten Handwerker. Ein Beispiel: Ein Kunde möchte seine alte Ölheizung ersetzen. Dieser Entscheid zieht eine Menge weiterer Fragen nach sich. Der Energie- und Effizienzberater wird untersuchen, ob es eine zusätzliche Isolation der Fenster braucht, wie sich der Stromverbrauch ändert, wie sich die Rentabilität seiner PV-Anlage steigern lässt, ob eine umfangreichere, in Tranchen zu realisierende Sanierung nötig ist usw.

VSE: Herr Weber, Sie haben nun diese Kompetenzen – und offensichtlich Freude am Beruf. Was muss jemand mitbringen, um ein guter EEB zu sein?

Er sollte sicher sehr an der Materie interessiert sein. Wir müssen stets auf dem Laufenden bleiben, damit wir die Kunden in dieser schnelllebigen Zeit richtig beraten können. Ein guter EEB sollte ein Techniker sein, der rechnen kann – aber auch ein Verkäufer, der den Sachverhalt «für Otto Normalverbraucher verständlich» auf den Punkt zu bringen vermag. Ich setze meinerseits die ganze Palette aus der Ausbildung ein. Also die Beratung, das Konzeptionelle, das Verkaufsgeschick und Marketingwissen. Vernetztes Denken ist natürlich wichtig – in einer zunehmend vernetzten Energiewelt.

VSE: Apropos Vernetzung: Wie ist der EEB bei der Elektra organisatorisch eingebunden, Herr Zimmermann?

Der EEB operiert bei uns im Bereich Verkauf, wo wir auch den Bereich Photovoltaik angesiedelt haben. Er schaut dabei dem Stromeinkäufer- und Verkäufer über die Schultern. Elektra ist vom klassischen Wachstumspfad weggekom-

men. Statt immer mehr Strom verkaufen zu wollen, möchten wir die Kunden über Dienstleistungen binden. Dabei setzen wir uns auch konkrete mittelfristige Ziele. In unserem Gebiet nur noch Plusenergiehäuser zu haben, könnte so ein Ziel sein. In dem Fall würden wir also den Baustandard fördern. Kürzlich verfolgten wir ein entsprechendes Projekt mit Wärmepumpenboilern. Herr Weber ist bei uns Vollzeit angestellt. Für uns ist diese neue Stelle ein logischer Schritt in der konsequenten Umsetzung der Energiestrategie. Denkbar sind aber auch andere Formen der Zusammenarbeit mit einem Energie- und Effizienzberater – etwa im Auftragsverhältnis. Solche Kooperationen dürften ganz im Sinn der aktuellen Generation junger Arbeitnehmer sein. Diese sieht Arbeit ja oft nicht mehr als Dienst für eine Firma, sondern als Projekt zusammen mit einer Firma.

www.strom.ch/energieberater

Autor

Sandro Pfammatter ist Mediensprecher und Redaktor beim VSE
sandro.pfammatter@strom.ch

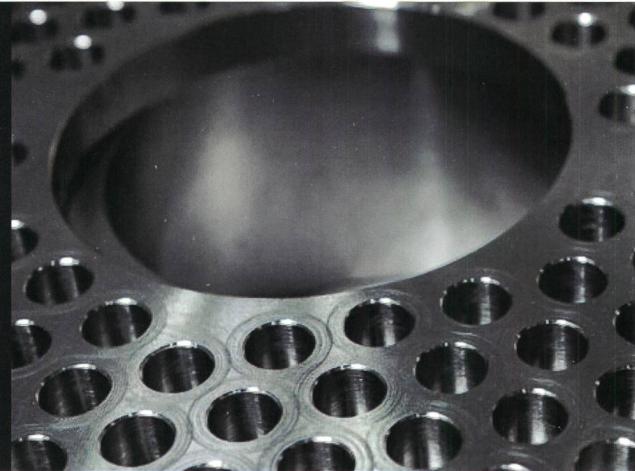
Anzeige

Kelvion



KELVION – EXPERTS IN HEAT EXCHANGE

Renzmann Transformatoröl-Lüftkühler
Renzmann Doppelrohrkühler
Renzmann Notkühler
www.kelvion.com



**VERKAUF UND SERVICE SCHWEIZ
VON KELVION TRAFOKÜHLSYSTEMEN**

trafopower ag / 062 858 91 91 / info@trafopower.ch / www.trafopower.ch



Fit werden für den Einsatz im Netzbauteam

Ausbildung «Einführung in Netzbau»

Fachkräftemangel im elektrischen Verteilnetz ist eine Tatsache. Der VSE-Lehrgang «Einführung in Netzbau» kann Abhilfe schaffen – als ergänzende Massnahme für Firmen, die keine Netzelektriker finden.

T. Biser, S. Pfammatter

Die Resultate der Umfrage [1] unter VSE- und VFFK-Mitgliedern bestätigen existierende Statistiken und Schätzungen: Es herrscht leider nach wie vor ein akuter Mangel an ausgebildeten Fachkräften im Bereich Netzelektrik. Um dem Negativtrend entgegenzuwirken, sind die Branche und die einzelnen Firmen gefordert, ihr Engagement in der Nachwuchsförderung zu verstärken – und zwar auf allen Ebenen, von der Schule über die Berufslehre bis zur Erwachsenenbildung. Umschulung kann durchaus eine mögliche Lösung für das Problem darstellen.

Der Lehrgang «Einführung in Netzbau» (s. Kasten) nimmt diesen Ansatz auf und unterstützt die Betriebe bei der raschen und praxisorientierten Ausbildung von Mitarbeitenden für Netzbau-Arbeiten. Die Teilnehmer bringen elektrische Grundbildung oder erste Erfahrungen mit Arbeiten im Netzbau mit. Sie lernen im Lehrgang die spezifischen Arbeiten ken-

nen – und können diese in der Praxis dann selbstständig und effizient verrichten.

Im vergangenen Frühjahr und Sommer haben sechs Personen aus EVU und Leitungsbauunternehmen den Lehrgang absolviert und die Abschlussprüfung erfolgreich bestanden. Toni Biser (Senior Experte Berufsbildung) sowie Absolvent Pascal Oeler beantworten im Kurzinterview die drängendsten Fragen.

Bulletin: Herr Biser, Sie haben diesen Lehrgang 2016 zusammen mit Fachleuten aus der Branche entworfen. Beim VSE sind Sie für die Grundbildung der Netzelektriker/innen zuständig. Wollen Sie mit «Einführung in Netzbau» jetzt die Netzelektriker konkurrieren?

Toni Biser: Nein. Die Branche gibt uns den Auftrag, Auswirkungen des Fachkräftemangels «auf den Radar zu nehmen» und frühzeitig Massnahmen einzuleiten. Die Trägerschaft Berufsbildung Netzelektriker/in und der VSE gehen dabei auf mehreren Ebenen vor. Die Grundbildung sowie die Zweitausbildung zum Netzelektriker bleiben weiterhin die Hauptstossrichtung, die wir gezielt mit Marketingmassnahmen stärken. Für die höhere Berufsbildung Netzelektriker/in haben wir bereits ab 2016 Verbesserungen eingeleitet.

Welche Firmen haben denn Bedarf für Leute, die per Definition noch keine diplomierten Netzelektriker sind, sondern bloss diese Einführung absolviert haben?

Der Lehrgang ist als ergänzende Massnahme für Firmen gedacht, die keine Netzelektriker finden – und stattdessen andere Berufsleute angestellt haben. Da können wir Hand bieten – und diese Personen schnell fit machen für den Einsatz in einem Netzbauteam.

Herr Oeler, Sie sind gelernter Elektromonteur und arbeiten seit elf Jahren im EW Sennwald. Im Lehrgang «Einführung in Netzbau» haben Sie sich Wissen über den Netzbau angeeignet. Wird Ihr Arbeitgeber Sie jetzt zur sachverständigen Person ernennen?

Pascal Oeler: Ja, auf jeden Fall. Nun, nachdem ich den Kurs absolviert habe, hat mein Chef auch die Gewissheit, dass ich sicher arbeite. Ich weiss die Schutzausrüstung richtig anzuwenden und verfüge über die nötigen Kenntnisse dazu. Mein Chef ist erfreut, dass ich mir bessere Kenntnisse über den Netzbau aneigne – und dadurch in der täglichen Arbeit sicherer werde.

Elektromontoure sind in der Branche die mit grossem Abstand «beliebtesten Berufsleute» für eine Umschulung zum Netzbau. Wo bestanden für Sie die grössten Herausforderungen?

Ich wusste am Anfang noch nicht, was alles auf mich zukommt – und auch ein Teil der Gesetze war herausfordernd. Weiterhin war das Thema Absichern von Baustellen und Eliminieren von Gefahren ein Thema, von dem ich zwar schon gehört hatte, das ich aber noch nie so vertieft angegangen war.

Toni Biser ist Senior Experte Grundbildung beim VSE.

Sandro Pfammatter ist Mediensprecher und Redaktor beim VSE.

Referenz

[1] Fachbericht Fachkräfte gesucht – auf allen Stufen, Toni Biser, Michael Brunner, Simon Eberhard, Bulletin SEV/VSE 9/2015, S. 31–34

Anzeige

Die Beiträge dieser Ausgabe finden Sie auch unter www.bulletin-online.ch

Adoptez cinq gestes simples pour mieux consommer

Projet de collaboration avec la FRC

L'AES et la FRC ont décidé d'unir leurs forces pour réaliser une vidéo explicative à l'intention du grand public. En deux parties, cette vidéo explique le coût de l'électricité et donne des pistes pour consommer mieux. Le projet a pu être réalisé grâce au soutien financier de l'OFEN, de la Conférence romande des délégués à l'énergie et de plusieurs communes en Suisse romande.

L'importance croissante d'une utilisation efficace et rationnelle de l'énergie représente un défi tant économique que politique pour la société actuelle. Chacun devrait consommer de manière plus responsable. Cependant, les connaissances des consommateurs dans ce domaine ne sont pas toujours suffisantes. Mieux connaître sa consommation est nécessaire afin de pouvoir agir à son niveau. La FRC et l'AES ont uni leurs forces dans un projet commun de vulgarisation à l'intention du grand public en créant une vidéo en deux parties accompagnée d'un dépliant qui résume le propos.

Expliquer la provenance de l'électricité et son coût sont les objectifs principaux de la première partie de la vidéo. La deuxième partie, quant à elle, a pour mission de fournir quelques conseils aux locataires et aux propriétaires pour diminuer leur consommation d'électricité sans se priver.

Consommer mieux, c'est si facile

Après l'illustration de la consommation d'un ménage type, y compris les espaces communs et la buanderie au quotidien, la deuxième partie de la vidéo et le dépliant qui l'accompagne décrivent

les gestes simples à adopter pour économiser environ 1000 kWh par an sans faire d'efforts, ce qui représente une économie annuelle d'environ CHF 210.– .

Avec le message « Je connais, j'agis, j'économise de l'argent », la Fédération romande des consommateurs et la branche électrique s'engagent en matière d'efficacité énergétique et contribuent à améliorer la compréhension des enjeux actuels pour une consommation d'électricité plus respectueuse et moins coûteuse.

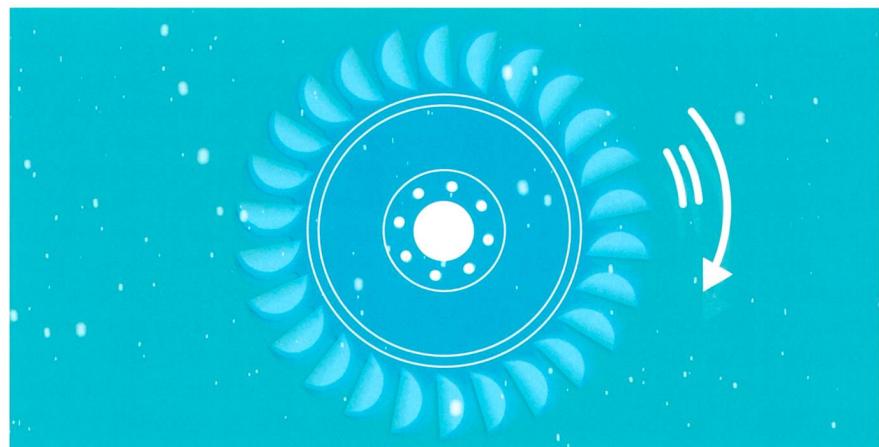
Cr

Conseils

Comment économiser?

Vidéos sur www.adopte5gestes.ch

Flyer sur www.frc.ch et www.electricite.ch



La vidéo explique d'où vient l'électricité.

Anzeige



LANZ HE Stromschienen 400 A – 3200 A IP 68

1. geprüft auf Erdbebensicherheit SIA 261 Eurocode 8 (EMPA)
2. geprüft auf Schokwiderstand 1 bar Basisschutz (ACS Spiez)
3. geprüft auf Funktionserhalt im Brandfall 90 Minuten (Erwitte)

3-fach geprüft gibt Sicherheit in schwierig zu evakuierenden Gebäuden, in Anlagen mit grossem Personenverkehr, in Wohn-, Hotel- und Bürohochhäusern.

Sehr kurze Planungs-, Produktions- und Montagetermine. Preis günstig. Qualität top. Zuverlässig: Lanz nehmen.



lanz oensingen ag

CH-4702 Oensingen Südringstrasse 2
Telefon 062 388 21 21 Fax 062 388 24 24
www.lanz-oens.com info@lanz-oens.com

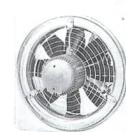
ANSON

liefert gut und preisgünstig:



Radial-Ventilatoren

Bewährt im Apparatebau 27 m³/h - 19000 m³/h - 10000 PA. Sonderanfertigung. ATEX-Ausführungen. Mobile Radialventilatoren. Fragen Sie:



ANSON Ventilatoren

mit Flanschplatte, Rohr-Anschluss. Alle Stromarten. Auch Ex-geschützt 800-25000 m³/h.



Schalter und Steuerungen
für den energie-sparenden Betrieb der Ventilatoren:

ANSON AG 044/461 11 11
8055 Zürich Friesenbergstrasse 108 Fax 044/461 31 11
info@anson.ch
www.anson.ch

Kosten in der Grundversorgung Energie

Erläuterungen zum Urteil des Bundesgerichts

Laut Bundesgerichtsentscheid im Juli dürfen EVUs die Grundversorgung nicht in erster Linie aus ihrer Eigenproduktion decken. Zentral bei dem Entscheid ist die Kostenaufteilung zwischen Endverbrauchern mit Grundversorgung und freien Kunden. Der VSE wird seine Branchenempfehlungen nun überprüfen und bei Bedarf entsprechend anpassen.

Niklaus Mäder

Mitten in der Sommerferienzeit fällt das Bundesgericht ein in der Strombranche lang erwartetes Urteil [1], das grosse Aufmerksamkeit auf sich zog. Das Urteil äussert sich zu drei Punkten, wobei die Diskussionen in der Branche und den Medien [2] vor allem die Frage der Zuordnung der Energiekosten auf grundversorgte Kunden betreffen. Die Eidgenössische Elektrizitätskommission (ElCom) meldete sich kurz nach Bekanntwerden des Urteils nicht nur mit einer kurzen Zusammenfassung der wichtigsten Punkte [3], sondern auch mit Aussagen zur Rückwirkung. [4]

Sachverhalt

In Bezug auf ihre Verbrauchsstätte in Emmen verzichtete die vonRoll Casting AG (von Roll) auf Netzzugang und war somit eine Endverbraucherin mit Grundversorgung im Sinne Art. 6 Stromversorgungsgesetz [5] i. V. m. Art. 2 Abs. 1 lit. f der Stromversorgungsverordnung [6]. Sie bezog den Strom von der Centralschweizerischen Kraftwerke AG (CKW). Von Roll gelangte im Jahr 2009 an die ElCom, weil sie den auf sie angewendeten Industriistarif für Grossverbraucher als überhöht erachtete. Im Tarifjahr 2009 waren die Kosten der Eigenproduktion der CKW tiefer als die durchschnittlichen Preise der zugekauften Energie.

Die ElCom erliess am 15. April 2013 eine ausführliche Teilverfügung [7], welche an das Bundesverwaltungsgericht gezogen und dort mit Urteil vom 3. Juni 2015 erledigt wurde [8], über die Beschwerde gegen dieses Urteil wiederum entschied das Bundesgericht am 20. Juli 2016. Hauptpunkte des Verfahrens waren die bereits genannte Zuordnung der Kosten, der anrechenbaren Vertriebskosten inklusive Gewinn in der Grundversorgung Energie und die Parteistellung von Endverbrauchern.

Parallel zu diesem Verfahren gab es weitere Fälle mit ähnlich gelagertem Sachverhalt und der gleichen Streitfrage, in welchen die ElCom aktiv war. Die Verfahren wurden jedoch bis zum Entscheid des Bundesgerichts sistiert. Die ElCom wird diese nun wieder an die Hand nehmen.

Parteistellung von Endverbrauchern

Zunächst hatte das Bundesgericht zu klären, ob ein Endverbraucher, wie die von Roll, einen Anspruch auf Erlass einer Verfügung der Energiekosten durch die ElCom hat. Die ElCom hatte die anrechenbaren Energiekosten überprüft, sich jedoch nicht zum Energietarif der von Roll geäußert.

Das Bundesgericht entschied, dass eine Unterscheidung gemacht werden muss zwischen dem Verfahren, in welchem die ElCom von Amtes wegen die anrechenbaren Energiekosten des Netzbetreibers entscheidet, und dem Gesuch eines Endverbrauchers auf Festlegung des zu bezahlenden Tarifs an den Netzbetreiber. Nach Art. 22 StromVG ist die ElCom zuständig für den Entscheid über die Elektrizitätstarife im Streitfall (Abs. 2 lit. a) sowie für die Überprüfung der Elektrizitätstarife von Amtes wegen (Abs. 2 lit. b).

Bei den Überprüfungen der ElCom von Amtes wegen (Abs. 2 lit. b) sind einerseits die ElCom als intervenierende Behörde und andererseits der betroffene Netzbetreiber als Adressat der Aufsichtsmassnahme als Parteien anzusehen. Dies gilt insbesondere, wenn die ElCom die anrechenbaren Energiekosten des Netzbetreibers festlegt. Diese Kosten fließen zwar in der Folge in die Tarifbildung ein, doch ist der Endverbraucher davon nur indirekt betroffen. Die Endverbraucher sind in diesem Verfahren nur Dritte, jedoch nicht Partei.

Stellt ein Endverbraucher ein Gesuch auf Festlegung des Elektrizitätstarifs, der

an den Verteilnetzbetreiber zu bezahlen ist, so ist die Sachlage nach Ansicht des Bundesgerichts jedoch anders zu beurteilen. Zwar ist es gemäss Art. 6 Abs. 3 StromVG die Aufgabe der Verteilnetzbetreiber für feste Endverbraucher mit gleichartiger Verbrauchsstatistik, die von einer gleichen Spannungsebene Elektrizität beziehen, einen einheitlichen Elektrizitätstarif festzulegen, und es mag von der Konzeption her nicht Aufgabe der ElCom sein, für jeden Einzelfall einen individuellen Elektrizitätstarif zu definieren, jedoch können die festgesetzten Tarife auf ihre Gesetzmässigkeit und richtige Anwendung hin überprüft werden und diesbezügliche Streitigkeiten entschieden werden. In einem solchen Verfahren kann ein Endverbraucher grundsätzlich Parteistellung erlangen.

Zuordnung der Kosten

Der zentrale Punkt des Bundesgerichtsentscheids ist die Kostenaufteilung zwischen Endverbrauchern mit Grundversorgung und freien Kunden.

Nach Art. 6 Abs. 1 StromVG treffen die Betreiber der Verteilnetze die erforderlichen Massnahmen, damit sie in ihrem Netzgebiet den festen Endverbrauchern und den Endverbrauchern, die auf den Netzzugang verzichten, jederzeit die gewünschte Menge an Elektrizität mit der erforderlichen Qualität und zu angemessenen Tarifen liefern können. Die Festlegung von Tarifen ist folglich eine Kompetenz der Verteilnetzbetreiber, nicht der ElCom. Die ElCom kann in Zusammenhang mit der Überwachung des Gesetzes zwar die Tarife überprüfen, jedoch nicht in den Ermessensspielraum der Verteilnetzbetreiber eingreifen. Nicht «angemessene» Tarife wären allerdings gesetzwidrig und können abgesenkt werden. Die Betreiber der Verteilnetze sind verpflichtet, Preisvorteile aufgrund ihres freien Netzzugangs anteilmässig an die festen Endverbraucher weiterzugeben (Art. 6 Abs. 5 StromVG).

Nach Ansicht des Bundesgerichts sei der Wille des Gesetzgebers offensichtlich, dass nicht nur die festen Endverbraucher, aber auch nicht nur die freien Kunden von den Preisvorteilen aufgrund des Netzzugangs profitieren sollten, sondern beide Gruppen anteilmässig. Offen gelassen wurde hier die Frage, ob der Gesetzgeber aufgrund des Wortlauts

(«[...]anteilmässig an die festen Endverbraucher weiterzugeben.») die Endverbraucher, die auf den Netzzugang verzichtet haben, von der anteilmässigen Weitergabe des Preisvorteils ausnehmen wollte. Im vorliegenden Fall hatten weder die ElCom noch die CKW zwischen festen Endverbrauchern und solchen, die auf den Netzzugang verzichtet haben, unterschieden, weshalb das Bundesgericht dies nicht weiter prüfen musste.

Das Konzept, wonach die Grundversorgung in erster Linie aus der Eigenproduktion zu decken sei, lasse sich weder aus dem Wortlaut des Gesetzes noch aus den Materialien herleiten; im Gegenteil spreche der zuvor ausgeführte Wille des Gesetzgebers gegen dieses Konzept.

Das Bundesgericht stützte die Methode der ElCom, wonach die Anteile von Grundversorgung und freien Kunden am Gesamtabsatz bemessen werden und in der Folge die gesamten Beschaffungskosten nach diesem Schlüssel geteilt werden.

Bemerkungen

Die Durchschnittspreis-Methode der ElCom ist mathematisch einfach, ob sie im aktuellen Marktumfeld energiepolitisch sinnvoll und dem Zweck des StromVG förderlich ist, kann dagegen jedoch in Frage gestellt werden. Die Auswirkungen des Urteils für die Elektrizitätsversorgungsunternehmen (EVU) lassen sich nur schwer abschätzen, weil im Einzelfall die Zusammensetzung der Kunden (Anteil freie Kunden und Anteil Grundversorgung), das Energieportfolio (Anteil Eigenproduktion und Anteil Marktbeschaffung) und die bisher praktizierte Kalkulation der Grundversorgungstarife massgebend sind. Jedes EVU wird somit die Vorgaben dieses Entscheids für das eigene Unternehmen analysieren müssen.

Betrachtet man den Zweckartikel des StromVG, so stellt sich die Frage, ob das Urteil das Ziel, Voraussetzung für einen wettbewerbsorientierten Elektrizitätsmarkt leistet, unterstützt. Denn aufgrund der aktuellen Marktverzerrungen ist die einheimische Produktion, insbesondere der Wasserkraft, schlicht nicht konkurrenzfähig mit den Marktpreisen. Mit der Durchschnittskosten-Methode der ElCom sind EVU mit Eigenproduktion und festen Kunden gegenüber reinen Vertriebsgesellschaften nicht wettbewerbsfähig und würden nach der Akquisition von freien Kunden zu Marktkonditionen schlechter dastehen als vorher. Entsprechend ist zu erwarten, dass zahlreiche EVU Strukturpassagen in Betracht zie-

hen oder sich aus dem Kampf um die freien Kunden zurückziehen, was der Wettbewerbsintensität schaden dürfte.

Dieser aktuellen Benachteiligung der Verteilnetzbetreiber war sich offenbar auch das Bundesgericht bewusst. So ist dem Entscheid zu entnehmen: «Es ist zwar nachvollziehbar, dass den Verteilnetzbetreibern durch die Methode der ElCom ein Nachteil bzw. ein Verlust entstehen kann, zwar nicht aus der Grundversorgung, sondern dadurch, dass der aus der Mischrechnung resultierende Preis höher ist als der Marktpreis.» Das sei aber die Konsequenz des gesetzlich vorgesehenen Systems.

Kosten und Gewinn im Energievertrieb

Das Bundesgericht äussert sich auch zur Methode der ElCom für die Beurteilung der Vertriebskosten. Ein Verteilnetzbetreiber ist berechtigt, beim Energievertrieb einen angemessenen Gewinn zu erzielen. Zur Höhe des angemessenen Gewinns äussert sich die Stromversorgungsgesetzgebung nicht. Die ElCom hat verschiedene Ansätze untersucht, welche sich an der Berechnung des Gewinns analog zum, am Umsatz bzw. an einer Pauschale orientieren. Die anrechenbaren «Vertriebskosten inkl. Gewinn» setzen sich insbesondere aus den Tätigkeiten «Rechnungsstellung», «Kundeninformation», weiteren kundenspezifischen Handlungen und dem Gewinn im Energievertrieb zusammen. Weil diese Kosten in erster Linie durch die Anzahl Kunden verursacht werden, werden für Vergleichszwecke die Vertriebskosten inklusive Gewinn pro Endverbraucher bzw. pro Rechnungsempfänger (vgl. Mitteilung der ElCom zum Begriff Rechnungsempfänger [9]) betrachtet.

Der Median der Vertriebskosten inklusive Gewinn beläuft sich gemäss einer Berechnung der ElCom auf 74 CHF pro Endkunde. Zugunsten der Netzbetreiber wurde die Grenze auf 95 CHF erhöht (sog. 95-Franken-Regel). Wenn folglich ein Netzbetreiber 95 CHF oder weniger deklariert, werden die Vertriebskosten inklusive Gewinn aus Prioritätsgründen nicht näher betrachtet. Über dem Aufgreifkriterium von 95 CHF werden die ausgewiesenen Kosten möglicherweise geprüft. Die ElCom geht davon aus, dass ein Unternehmen, selbst wenn es nicht sonderlich effizient ist, alle Vertriebskosten mit maximal 150 CHF pro Endverbraucher decken kann, weshalb hier die Kostenobergrenze gesetzt wurde (sog. 150-Franken-Regel). [10] Diese Methode wurde nun durch das Bundesgericht als

gesetzlich erachtet, auch wenn andere Methoden ebenfalls denkbar wären.

Bemerkungen

Trotz Bestätigung des ElCom-Entscheids anerkannte das Bundesgericht, dass grosse Endverbraucher einen höheren Vertriebsaufwand generieren als durchschnittliche oder kleine. Jedoch konnte das EVU im konkreten Fall nicht substantiiert darlegen, dass und inwiefern bei ihr der Anteil an grossen Endverbrauchern signifikant höher sei als bei anderen Verteilnetzbetreibern. Gemäss Bundesgericht wäre es zumindest sehr erklärend bedürftig, wenn ein Verteilnetzbetreiber Vertriebskosten ausweise, die mehr als das Doppelte des Medians (150 CHF) betragen, und die CKW habe nicht dargelegt, dass und inwiefern das in ihrem Fall zutreffe. Mit dieser Begründung hat das Bundesgericht den EVUs die Möglichkeit gelassen, im Einzelfall bei ausreichend bewiesenen effektiven Kosten im Einzelfall Vertriebskosten über 150 CHF anrechnen zu können.

Aussagen der ElCom zum Urteil

Die ElCom hat mitgeteilt, dass die Tarife 2017 nicht angepasst werden müssen. Allfällige überhöhte Tarife seien jedoch durch Preissenkungen in den nächsten Tarifrunden weiterzugeben. Bezuglich der Rückwirkung stellt sich die ElCom auf den Standpunkt, dass die Tarife bis 2013 zu korrigieren sind. [11]

Massnahmen des VSE

Der VSE wird nun seine Branchenempfehlungen im Licht dieses Bundesgerichtentscheids überprüfen und bei Bedarf anpassen. Angesichts des Bundesgerichtsurteils wird sich der VSE zudem umso entschlossener dafür stark machen, dass politische Massnahmen zugunsten der Wasserkraft ergriffen werden und eine verträgliche Neuregelung der Wasserrzinsen gefunden wird.

Gleichzeitig wird sich der VSE für gesetzliche Anpassungen einsetzen, welche die durch das Bundesgerichtsurteil hervorgerufene Wettbewerbsverzerrung beseitigen.

Referenzen

Siehe Seite 71.

Autor

Niklaus Mäder, lic. rer. pol., ist Senior Experte Regulierung beim Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE).

Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen,
5000 Aarau
niklaus.maeder@strom.ch

Coûts relatifs à l'approvisionnement de base en énergie

Explications relatives à l'arrêt du Tribunal fédéral

Dans un arrêt du mois de juillet, le Tribunal fédéral a décidé que les EAE ne pouvaient pas couvrir l'approvisionnement de base en premier lieu par la production propre. Point principal de cet arrêt: la répartition des coûts entre les consommateurs finaux avec approvisionnement de base et les clients libres d'accéder au marché. L'AES va maintenant examiner ses recommandations de la branche et, au besoin, les adapter.

Niklaus Mäder

Très attendu par la branche de l'électricité, l'arrêt [1] rendu par le Tribunal fédéral au cœur de l'été a suscité une grande attention. L'autorité judiciaire s'est prononcée sur trois points, alors que les discussions au sein de la branche et dans les médias [2] portaient essentiellement sur la question de l'attribution des coûts de l'énergie aux clients avec approvisionnement de base. La Commission fédérale de l'électricité (ElCom) s'est manifestée peu après la publication de l'arrêt, non seulement en rédigeant un bref résumé des points principaux [3], mais aussi en donnant son avis sur ses répercussions [4].

Faits

Ayant renoncé à l'accès au réseau pour ses sites de consommation situés à Emmen, vonRoll Casting SA (von Roll) possédait le statut de consommateur final avec approvisionnement de base au sens de l'art. 6 de la Loi sur l'approvisionnement en électricité [5] en relation avec l'art. 2, al. 1, let. f de l'Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité [6]. Elle s'approvisionnait en courant auprès des Forces Motrices de la Suisse Centrale SA (Centralschweizerische Kraftwerke AG, CKW) et s'est adressée à l'ElCom en 2009 car elle jugeait le tarif industriel appliqué aux gros consommateurs excessif. Au cours de l'année tarifaire 2009, les coûts de production propre de CKW étaient inférieurs aux prix moyens de l'énergie achetée.

L'ElCom a rendu le 15 avril 2013 une décision partielle détaillée [7] qui a été

contestée devant le Tribunal administratif fédéral et entérinée par l'arrêt du 3 juin 2015 [8]; le Tribunal fédéral a à son tour statué sur le recours déposé contre cet arrêt le 20 juillet 2016. Les principaux points de la procédure étaient les suivants: attribution des coûts précitée, coûts de distribution imputables, y compris les bénéfices au niveau de l'approvisionnement de base en énergie, qualité de partie des consommateurs finaux.

Il existait, en parallèle de cette procédure, d'autres cas présentant des faits similaires et posant le même litige que celui ayant concerné l'ElCom. Les procédures ont cependant été suspendues jusqu'à la décision du Tribunal fédéral. L'ElCom va désormais les reprendre en main.

Qualité de partie des consommateurs finaux

Le Tribunal fédéral devait d'abord répondre à la question suivante: un consommateur final tel que vonRoll a-t-il le droit de demander à l'ElCom de rendre une décision sur les coûts de l'énergie? L'ElCom avait vérifié les coûts de l'énergie imputables, mais ne s'était pas prononcé sur le tarif énergétique suggéré par vonRoll.

Le Tribunal fédéral a décidé qu'une distinction devait être opérée entre la procédure de détermination d'office par l'ElCom des coûts de l'énergie du gestionnaire de réseau imputables et la demande d'un consommateur final sur la fixation du tarif à verser au gestionnaire de réseau. En vertu de l'art. 22 de la LApEl,

l'ElCom est responsable de la décision relative aux tarifs de l'électricité en cas de litige (al. 2, let. a), ainsi que de la vérification d'office des tarifs de l'électricité (al. 2, let. b).

Dans le cadre des vérifications d'office de l'ElCom (al. 2, let. b), il convient de considérer comme parties l'ElCom en tant qu'autorité intervenante, d'une part, et le gestionnaire de réseau concerné en tant que destinataire des mesures de surveillance, d'autre part, notamment si l'ElCom fixe les coûts de l'énergie du gestionnaire de réseau imputables. Le fait que ces coûts soient ensuite affectés à la formation tarifaire ne concerne qu'indirectement le consommateur final. Les consommateurs finaux ne constituent que des tiers dans cette procédure, et non une partie.

Toutefois, lorsqu'un consommateur final dépose une demande de fixation du tarif de l'électricité devant être versé au gestionnaire de réseau de distribution, la situation doit, selon le Tribunal fédéral, être évaluée différemment. Certes, en vertu de l'art. 6, al. 1 de la LApEl, la tâche du gestionnaire de réseau de distribution est de fixer un tarif de l'électricité uniforme pour les consommateurs captifs raccordés au même niveau de tension et présentant les mêmes caractéristiques de consommation et la détermination d'un tarif de l'électricité individuel au cas par cas ne peut, par définition, relever des tâches de l'ElCom, mais cette dernière peut vérifier la légalité et la bonne application des tarifs fixés et statuer sur des litiges à ce sujet. En principe, un consommateur final peut exiger la qualité de partie dans une telle procédure.

Attribution des coûts

Le point clé de la décision du Tribunal fédéral réside dans la répartition des coûts entre le consommateur final avec approvisionnement de base et les clients libres d'accéder au marché.

En vertu de l'art. 6, al. 1 de la LApEl, les gestionnaires d'un réseau de distribution prennent les mesures requises pour pouvoir fournir en tout temps aux consommateurs captifs et aux autres

consommateurs finaux de leur zone de desserte qui ne font pas usage de leur droit d'accès au réseau la quantité d'électricité qu'ils désirent au niveau de qualité requis et à des tarifs équitables. La fixation des tarifs représente ainsi une compétence du gestionnaire de réseau, et non de l'ElCom. Celle-ci peut certes vérifier les tarifs dans le cadre de la surveillance de la législation, mais ne peut empêcher sur la marge d'appréciation du gestionnaire de réseau de distribution. Les tarifs non « équitables » seraient toutefois illégaux et pourraient être revus à la baisse. Les gestionnaires d'un réseau de distribution sont tenus de répercuter proportionnellement sur les consommateurs captifs le bénéfice qu'ils tirent de leur accès libre au réseau (art. 6, al. 5 LApEl).

Selon le Tribunal fédéral, la volonté du législateur serait manifestement que le bénéfice tiré de l'accès libre au réseau ne revienne pas uniquement aux consommateurs captifs ou aux clients libres d'accéder au marché, mais que l'avantage soit réparti équitablement entre les deux groupes. Le législateur souhaitait-il, par la formule « [...]répercuter proportionnellement sur les consommateurs captifs », exclure le consommateur final ayant renoncé à l'accès au réseau de la répercussion proportionnelle de l'avantage tarifaire ? La question reste entière. Dans le cas présent, ni l'ElCom ni CKW n'ayant opéré de distinction entre les consommateurs captifs et ceux ayant renoncé à l'accès au réseau, le Tribunal fédéral n'avait rien de plus à vérifier.

Le concept selon lequel l'approvisionnement de base devrait être couvert en premier lieu par la production propre ne découlerait ni du texte de loi ni des documents correspondants ; au contraire, la volonté du législateur exposée précédemment irait à l'encontre de cette idée.

Le Tribunal fédéral soutenait la méthode de l'ElCom, les proportions de l'approvisionnement de base et des clients libres d'accéder au marché étant alors évaluées en fonction des ventes globales et les coûts d'acquisition globaux répartis par la suite selon ce calcul.

Remarques

Si l'on ne peut contester la simplicité mathématique de la méthode du prix moyen de l'ElCom, on peut toutefois se demander si elle est pertinente sur le plan de la politique énergétique dans l'environnement de marché actuel et si elle sert l'objectif de la LApEl. Les consé-

quences de l'arrêt pour les entreprises d'approvisionnement en électricité (EAE) sont difficiles à évaluer car la composition de la clientèle (proportion de clients libres d'accéder au marché et proportion de clients avec approvisionnement de base), le portefeuille énergétique (part de production propre et part d'approvisionnement sur le marché) et la méthode de calcul des tarifs de l'approvisionnement de base appliquée jusqu'à présent sont autant de facteurs déterminants. Chaque EAE devra ainsi analyser les conséquences de cette décision pour sa propre structure.

Si l'on considère la finalité de la LApEl (article « Buts »), la question suivante se pose : l'arrêt sert-il l'objectif de création des conditions préalables à un marché de l'électricité orienté vers la concurrence ? En effet, du fait des distorsions actuelles sur le marché, la production locale, notamment issue de la force hydraulique, n'est tout simplement pas concurrentielle par rapport aux prix du marché. Avec la méthode des coûts moyens de l'ElCom, les EAE avec production propre et clients fixes ne sont pas en mesure de rivaliser avec les pures sociétés de distribution et seraient même pénalisées par l'acquisition de clients libres dans les conditions du marché. Par conséquent, il faut s'attendre à ce que de nombreuses EAE envisagent d'adapter leur structure ou se retirent de la lutte pour les clients libres, ce qui devrait nuire à l'intensité de la concurrence.

La décision du Tribunal fédéral laisse penser qu'il avait lui aussi conscience de ce désavantage actuel pour le gestionnaire de réseau de distribution : « Il est certes évident que la méthode de l'ElCom peut engendrer un désavantage ou une perte pour les gestionnaires de réseau de distribution, non pas à cause de l'approvisionnement de base, mais parce que le prix résultant du calcul mixte est plus élevé que celui du marché. » Cela serait toutefois la conséquence du système prévu par la loi.

Coûts et bénéfices de la distribution d'énergie

Le Tribunal fédéral s'est lui aussi prononcé sur la méthode d'évaluation des coûts de distribution de l'ElCom. Un gestionnaire de réseau de distribution est autorisé à réaliser un bénéfice raisonnable dans le cadre de la distribution d'énergie. La législation relative à l'approvisionnement en électricité ne prend pas position quant au montant consti-

tuant un bénéfice raisonnable. L'ElCom a examiné plusieurs approches qui se basent sur le chiffre d'affaires ou sur un forfait pour le calcul du bénéfice. Les « coûts de distribution incluant le bénéfice » imputables se composent notamment des activités « facturation » et « information des clients », des autres opérations spécifiques aux clients et du bénéfice réalisé par la distribution d'énergie. Étant donné que ces coûts résultent en premier lieu du nombre de clients, les coûts de distribution incluant le bénéfice par consommateur final ou par destinataire de la facture (cf. communiqué de presse de l'ElCom relatif au destinataire de la facture [9]) sont pris en compte à des fins de comparaison.

La moyenne des coûts de distribution incluant le bénéfice s'élève à CHF 74.– par client final selon un calcul de l'ElCom. La limite a été portée à CHF 95.– en faveur du gestionnaire de réseau (« règle des 95 francs »). Ainsi, quand un gestionnaire de réseau déclare un montant de CHF 95.– ou inférieur, les coûts de distribution incluant le bénéfice ne sont pas examinés de plus près car il ne s'agit pas d'une priorité. En revanche, au-delà de ce seuil de CHF 95.–, les coûts indiqués seront potentiellement contrôlés. L'ElCom part du principe qu'une entreprise peut couvrir tous les coûts de distribution avec un maximum de CHF 150.– par consommateur final même si elle n'est pas particulièrement efficace, ce qui explique le plafond de coûts fixé (règle des 150 francs) [10].

Cette méthode a désormais été jugée légale par le Tribunal fédéral, même si d'autres modes opératoires sont également envisageables.

Remarques

Malgré la confirmation de la décision de l'ElCom, le Tribunal fédéral a reconnu que les gros consommateurs finaux gagnaient plus de frais de distribution que les petits et moyens consommateurs. Cependant, l'EAE n'a pas pu démontrer concrètement que la proportion de gros consommateurs était nettement plus élevée pour elle que pour d'autres gestionnaires de réseau de distribution, ni dans quelle mesure. Le Tribunal fédéral considère que des explications sont au minimum nécessaires lorsqu'un gestionnaire de réseau de distribution fait état de coûts de distribution plus de deux fois supérieurs à la moyenne [CHF 150.–] et que CKW n'a pas démontré que cela était le cas pour

elle, ni dans quelle mesure. C'est pour ce motif que le Tribunal fédéral a laissé à l'EEA la possibilité de facturer des coûts de distribution supérieurs à CHF 150.- au cas par cas dès lors qu'une preuve suffisante des coûts effectifs était apportée.

Déclarations de l'ElCom relatives à l'arrêt

L'ElCom a fait savoir qu'il n'était pas nécessaire d'adapter les tarifs 2017. Les éventuels tarifs excessifs devraient cependant être équilibrés par des baisses de prix lors des prochaines négociations tarifaires. En ce qui concerne les répercussions, l'ElCom est d'avis que les tarifs doivent être corrigés à compter de 2013 [11].

Mesures de l'AES

L'AES va maintenant examiner, et au besoin adapter, ses recommandations de la branche à la lumière de la décision du Tribunal fédéral.

Au vu de la décision du Tribunal fédéral, l'AES sera d'autant plus déterminée à œuvrer pour que des mesures politiques soient prises en faveur de la force hydraulique et qu'une nouvelle réglementation contractuelle de la redevance hydraulique soit établie.

Dans le même temps, l'AES s'engagera pour des adaptations de la législation permettant d'éliminer les distorsions de concurrence générées par l'arrêt du Tribunal fédéral.

Références

- [1] Arrêt du Tribunal fédéral du 20 juillet 2016, 2C_681/2015, 2C_682/2015
- [2] Jürg Meier, «Stromfirmen müssen Millionen zurückzahlen», dans: Sonntagszeitung du 14 août 2016 (en allemand); Martin Gollmer, «Stromkonzerne leiden weiter», dans: Finanz und Wirtschaft du 17 août 2016 (en allemand)
- [3] Commission fédérale de l'électricité ElCom, newsletter 7/2016 du 9 août 2016
- [4] Commission fédérale de l'électricité ElCom, newsletter 8/2016 du 25 août 2016
- [5] RS 734.7; LApEI
- [6] RS 734.71; OApEI
- [7] Décision partielle de la Commission fédérale de l'électricité ElCom du 15 avril 2013, référence 957-08-141
- [8] Arrêt du Tribunal administratif fédéral du 3 juin 2015, A-1107/2013
- [9] Commission fédérale de l'électricité ElCom, communiqué de presse du 26 février 2015
- [10] Renvoi à la décision partielle complète de l'ElCom du 15 avril 2013; référence 957-08
- [11] Commission fédérale de l'électricité ElCom, newsletter 8/2016 du 25 août 2016

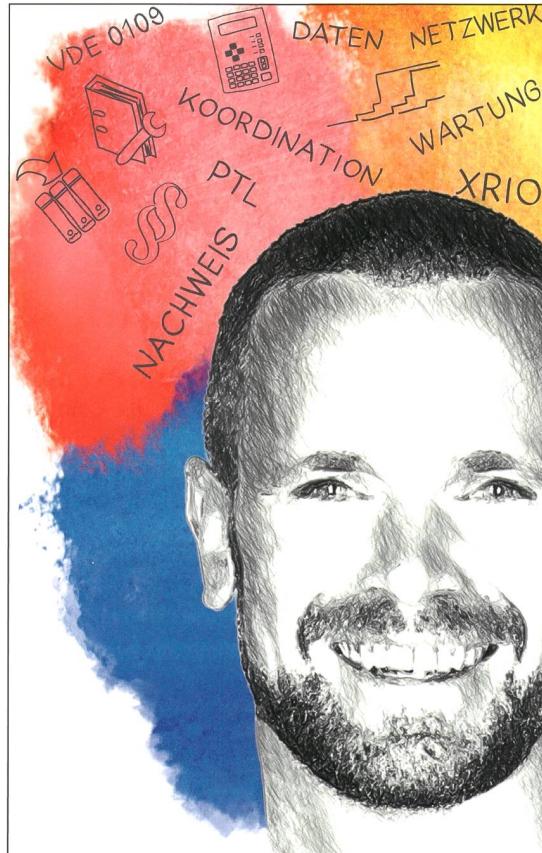
Auteur

Niklaus Mäder, lic. rer. pol., est spécialiste senior Régulation au sein de l'Association des entreprises électriques suisses (AES).

Association des entreprises électriques suisses, 5000 Aarau
niklaus.maeder@strom.ch

Referenzen

- [1] Urteil des Bundesgerichts vom 20. Juli 2016, 2C_681/2015, 2C_682/2015.
- [2] Jürg Meier, «Stromfirmen müssen Millionen zurückzahlen», in: Sonntagszeitung vom 14. August 2016; Martin Gollmer, «Stromkonzerne leiden weiter», in: Finanz und Wirtschaft vom 17. August 2016.
- [3] Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom, Newsletter 7/2016 vom 9. August 2016.
- [4] Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom, Newsletter 8/2016 vom 25. August 2016.
- [5] SR 734.7; StromVG.
- [6] SR 734.71; StromVV.
- [7] Teilverfügung der Eidgenössischen Elektrizitätskommission ElCom vom 15. April 2013, Referenz/Aktenzeichen 957-08-141.
- [8] Urteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 3. Juni 2015, A-1107/2013.
- [9] Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom, Mitteilung vom 26. Februar 2015.
- [10] Vgl. zum Ganzen Teilverfügung der ElCom vom 15. April 2013; Referenz/Aktenzeichen 957-08-141.
- [11] Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom, Newsletter 8/2016 vom 25. August 2016.



Marcus Stenner
Schutzspezialist

Zuverlässiger Netzschatz beginnt mit der Organisation

Bei der Prüfung von Schutzsystemen habe ich allein mit der Planung, Dokumentation und Archivierung schon alle Hände voll zu tun: ich muss laufend Termine organisieren, zahllose Prüfprotokolle verfassen und notwendige Unterlagen bereithalten. Darum brauche ich auch vor Ort eine Lösung, mit der ich flexibel, effizient und einfach den Überblick behalte. Mit ADMO habe ich ein passendes Software-Werkzeug, das mich ideal unterstützt – und sogar stressfrei durch die Staffelplanung bringt.

www.omicronenergy.com/daten

